

peuple et culture

numéro 6 - juillet 1992

la lettre de

LE TEMPS EST AUX HISTOIRES

Récits de voyage

et récits de vie

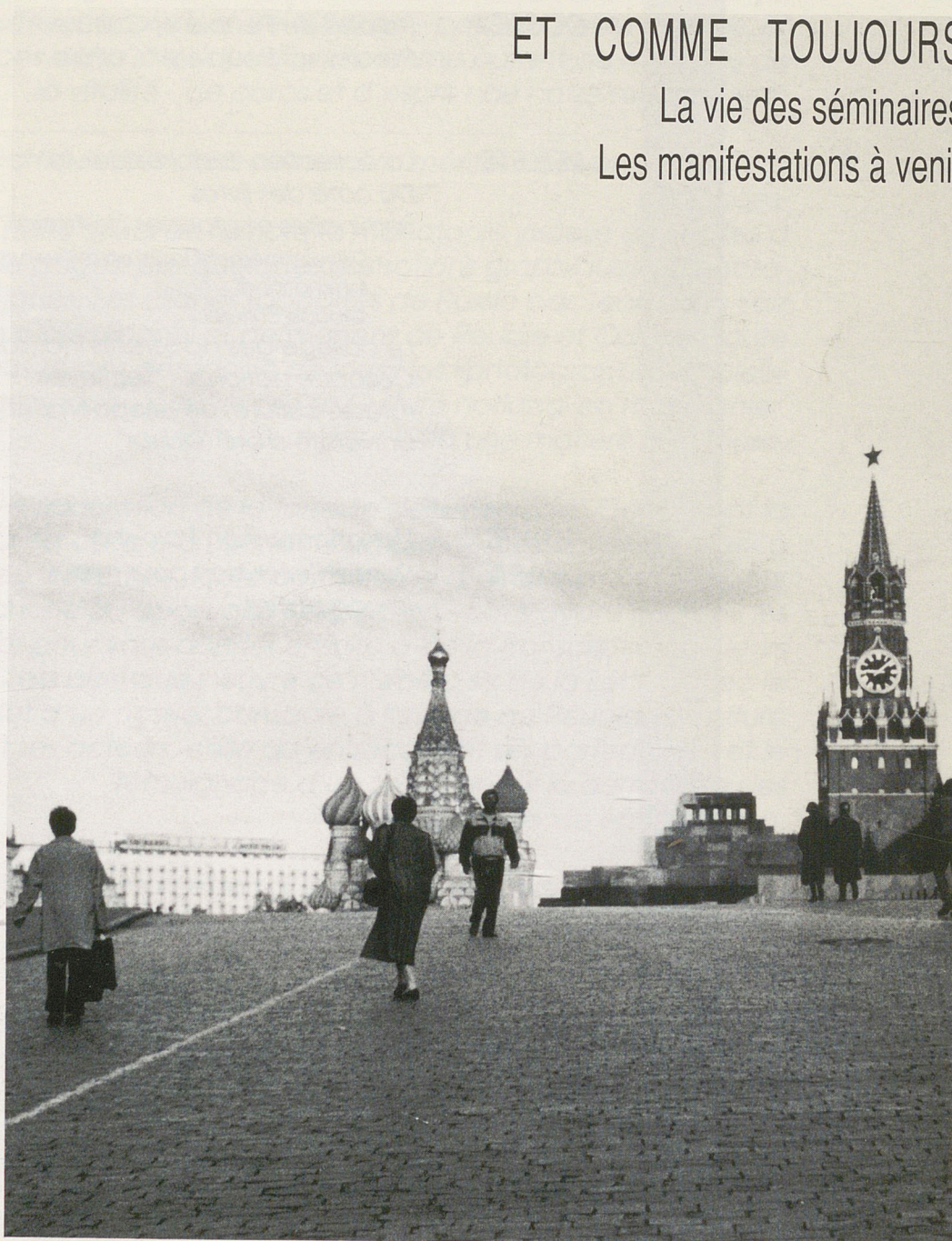
Récits de pratiques

et de militants

ET COMME TOUJOURS

La vie des séminaires

Les manifestations à venir



EDITORIAL

3

DOSSIER

Paroles de Peuple et Culture
Paroles sur Peuple et Culture

4 - 6

REFLETS

La collection "Histoires de vie"

7 - 9

Du côté des livres

10 - 11

Séminaires et groupes de travail

12 - 21

*- Développement local en milieu rural**- International**- Groupe culturel**Le collège des adhérents individuels*

22 - 23

*Colloque national : "Territoires
ruraux, culture, développement"*

24

Université d'été "indien"

25 - 26

POINTS

L'avortement en Pologne

28 - 30

DE VUE

*Penser l'exclusion pour mieux
la combattre*

31

La diversité et la richesse de ce numéro ne nécessitent pas selon nous de longs discours. Les contributions des uns et des autres - échos des séminaires et groupes de travail, présentations d'ouvrages et de colloques, textes d'analyse et de réflexion - parlent d'elles-mêmes, et nous vous invitons donc à les découvrir, comme autant de marques de la vitalité - de corps et d'esprit - de notre mouvement.

Deux particularités dans ce numéro méritent cependant d'être soulignées.

Tout d'abord, notre souci de rompre la monotonie visuelle des textes à longueur de pages, par quelques illustrations graphiques ou photographiques. Les clichés rapportés de Russie par Jean-Louis Saïz (photographe professionnel et permanent de Peuple et Culture Haute Savoie), à qui nous avons demandé de jouer les «photographes officiels» lors du voyage organisé par Peuple et Culture national en mai dernier, constituaient pour cela une matière précieuse.

Ensuite, l'inauguration de la formule des interviews. Constatant la difficulté qui est celle d'un certain nombre de personnes à passer à l'écriture - faute de temps, faute parfois aussi d'avoir surmonté la peur de la page blanche ou apprivoisé l'inspiration - nous avons pensé à les faire parler pour vous donner ensuite à lire la transcription de leurs propos. C'est ainsi que s'ouvre ce numéro six de la Lettre, avec le premier volet d'un dossier consacré à l'image de Peuple et Culture - celle qu'en ont ses acteurs, celle qu'en reçoivent ses partenaires - et le témoignage d'un praticien sur la démarche des histoires de vie en formation.

Cet éditorial se promettait d'être court et d'inciter à la lecture...
A vous de jouer donc.

Paroles de Peuple et Culture

Le numéro 6 de la Lettre de Peuple et Culture inaugure une nouvelle rubrique intitulée "DOSSIER" et qui vous permettra de suivre un sujet sur plusieurs numéros.

Le DOSSIER que nous ouvrons dans ces pages sera consacré à une série d'interviews d'acteurs du mouvement et de partenaires de l'association. Aux "interviewés maison", nous demanderons de parler de Peuple et Culture tel qu'ils le vivent ou le rêvent ; quant aux autres, nous les interrogerons sur tel ou tel secteur de l'éducation populaire que l'action de notre mouvement illustre.

La parole est aujourd'hui donnée à Laure Tougard, vice-présidente de Peuple et Culture, dont nous retranscrivons ici les propos.

La suite dans les prochains numéros...

Le parcours de Laure Tougard

Laure Tougard est entrée à Peuple et Culture Languedoc-Roussillon en 1981, en tant que gestionnaire, alors qu'elle travaillait auparavant dans une compagnie d'assurances. Ce passage, qu'elle qualifie de « saut important », venait en droite ligne de son engagement militant depuis plusieurs années (association de quartier et association de femmes). Laure est restée à Montpellier jusqu'en 1985, date à laquelle elle est venue offrir ses services au siège national, à Paris, où elle est restée 4 ans. Depuis 1991, et après une année au FAS (Fonds d'action sociale), elle travaille comme consultante dans le groupe TEN, où elle conduit des missions d'évaluation des politiques publiques dans le domaine social. L'arrêt de son activité salariée à Peuple et Culture a coïncidé avec son engagement en tant qu'élue puisqu'elle est entrée au Conseil d'administration national à la suite de l'Assemblée générale de Nîmes. Le début de l'année 1992 a marqué son élection comme vice-présidente au sein du bureau national.

Qu'est-ce qui motive ton engagement à Peuple et Culture ?

Je me suis posé la question plusieurs fois et il me semble qu'il y a cinq raisons principales.

La première, et la plus importante, c'est que je veux absolument maintenir dans ma vie un lieu d'engagement gratuit, où je fasse des choses qui ne me rapportent pas d'argent, d'honneur ou de reconnaissance. Je pense qu'on est de plus en plus dans une société où la gratuité existe

peu ; or, c'est une valeur à laquelle je tiens. Je souhaite maintenir au moins cette dimension par rapport à la vie très militante que j'ai pu avoir dans le passé et qui n'est plus compatible avec l'évolution de la société. De 1966 environ à la fin des années 70, j'étais avant tout une militante : j'étais dans le prosélytisme, j'avais la mission de faire avancer les choses, les gens et le monde. Aujourd'hui, je n'y crois plus beaucoup, mais je souhaite encore maintenir certaines valeurs et c'est pour moi une sorte d'obligation morale et personnelle de participer à un fonctionnement de façon gratuite.

La seconde raison tient au fait que Peuple et Culture représente pour moi un laboratoire de démocratie. Depuis longtemps, je m'intéresse aux phénomènes et processus de pouvoir - sans m'exclure des difficultés que ça comporte - et je trouve donc intéressant d'avoir à me confronter aux problèmes de pouvoir. L'organisation démocratique est obligatoire dans un milieu associatif : c'est être attentif, par exemple, à la manière dont on organise les relations entre salariés et élus, ou, à l'intérieur d'une équipe comme celle du conseil d'administration, à celle dont on règle les différends, les éventuels conflits, les points de vue opposés...

Ce qui motive en troisième lieu mon engagement, c'est mon grand attachement à Peuple et Culture, en particulier aux personnes. De ce fait, je n'ai pas envie qu'il s'y passe et s'y fasse n'importe quoi et je me sens donc investie d'une

Paroles sur Peuple et Culture

mission, presque de contrôle.

La quatrième raison, qui est en contradiction avec ma première motivation, se rapporte à mon activité professionnelle. J'interviens comme consultante auprès d'organismes comparables à Peuple et Culture et, par conséquent, si je ne suis pas en prise directe avec des acteurs de terrain qui font ce que moi je regarde faire ailleurs, je vais perdre pied et ne plus être pertinente.

Enfin, Peuple et Culture continue à être pour moi un lieu de formation à la conduite de groupes : comment on prend la parole, pourquoi, comment on fait des alliances, comment on est vigilant par rapport aux jeux d'alliance... Cela rejoint ce que je disais sur les phénomènes de pouvoir mais d'une manière plus concrète, comme une mise en situation qui me permet de me former sur les techniques de vie en commun, la gestion commune des affaires...

Tu viens de dire que, dans les années 70, tu étais militante. Aujourd'hui, comment qualifierais-tu ton engagement à Peuple et Culture ?

Effectivement, je ne dirais plus que je suis une militante, mais plutôt une bénévole. Quand je militais, je tendais vers un but, j'avais un projet de société et je mettais en oeuvre des actions, avec d'autres, pour que ce projet voie le jour.

Aujourd'hui, je suis trop pessimiste : j'ai un rêve de société mais pas de projet. J'agis personnellement en fonction de ce rêve mais je n'ai pas de mission pour faire passer ce rêve dans la société, je n'agis plus sur la société pour qu'elle évolue. Je suis bénévole !

Comment est-ce que tu rêves Peuple et Culture et, d'une manière générale, quel devrait être selon toi le rôle des mouvements d'éducation populaire ?

Je leur vois prioritairement un rôle de garde-fou social. J'étais récemment à Peuple et Culture Languedoc-Roussillon où j'ai pu assister à une conférence de M. Maffesoli qui affirmait, en substance, que le corps social, comme le corps humain, trouve généralement et majoritairement un équilibre interne sans qu'on ait à intervenir dessus. Il se définit comme un optimiste fondamental. Moi, je serais une pessimiste fondamentale concernant l'être humain : je pense en effet qu'il peut aller très loin dans la dégradation des

rapports humains : torturer, tuer... Il faut donc, et c'est le rôle des « gardiens du temple » - les associations -, des garde-fous pour éviter le pire aux humains entre eux. Sans aller jusqu'à la torture, il y a des exemples quotidiens du pire, par exemple la société duale, l'exclusion..., sur lesquels il faut que les associations jouent un rôle d'alerte, de harcèlement social et politique. Elles seules peuvent le faire et je trouve que Peuple et Culture, à petite échelle, le fait assez bien. C'est, il me semble, le rôle de Peuple et Culture : être gardien d'une certaine morale sociale et donc avoir un rôle d'interpellation, et aussi de formation de ceux qui sont en voie d'être exclus. Quand je parle d'interpellation, je veux également dire avoir des capacités d'analyse. En effet, il ne s'agit pas seulement de tirer les sonnettes quand ça va mal : il faut aussi arriver à comprendre les mécanismes sociaux qui font qu'on arrive à ces grandes distorsions. C'est ce que j'attends aussi de Peuple et Culture : qu'il m'aide à comprendre les mécanismes nationaux et internationaux qui aboutissent à ce genre d'organisation sociale.

A mon avis, seules les associations peuvent permettre de réfléchir globalement, sortir les gens des raisonnements archaïques, corporatistes. Les associations ont un rôle d'explication de ce qui se passe, notamment en matière d'exclusion, d'insécurité, de violence. Personne n'a une parole sereine sur ces questions et j'attends des gens de Peuple et Culture qu'ils jouent ce rôle.

Il y a donc de l'avenir pour le secteur associatif...

Oui, j'en suis absolument convaincue. Pas forcément sous des formes trop rigides (dépôt de statuts, reconnaissance juridique...). Ce qui m'intéresse, c'est l'association au sens du regroupement de personnes sur une idée. Je suis convaincue que, si la France évite le pire, ce sera grâce aux associations.

Pourtant, on ne peut pas dire que l'engagement militant soit largement répandu en France à l'heure actuelle.

Il me semble que si, même si c'est à petite échelle. A mon avis, le vrai problème est celui de la formation des permanents des associations. Ils sont en prise avec les vrais problèmes, les vrais questionnements, mais ils ont un problème de communication avec l'extérieur, ils manquent



➤ de formation en matière de communication, d'expression, de capacité de synthèse. Même si les permanents en font moins sur le terrain, il faut qu'ils se forment à comprendre et à analyser ce qu'ils font pour être capables de jouer ce rôle d'interpellation. Je ne crois pas à l'endo-formation dans Peuple et Culture actuellement. Je pense au contraire que Peuple et Culture doit faire appel à des intervenants extérieurs qui nous permettent de réfléchir, qui nous donnent du plaisir à le faire. C'est à ce prix seulement que l'on parviendra à régénérer des mouvements sociaux forts qui aient la capacité de faire rêver, réfléchir et agir ensemble.

Deux missions plus spécifiques semblent se préciser concernant Peuple et Culture national : être un lieu où s'élabore un projet de société ; être un lieu où les pratiques des uns et des autres - qu'ils soient internes ou externes - seraient «décortiquées». Pourrais-tu nous donner ton point de vue sur cette double orientation ?

Que Peuple et Culture soit un lieu d'élaboration d'un projet sociétal, je suis tout à fait d'accord. Mais, comme je viens de le dire, nous avons besoin d'une aide extérieure, de gens qui aient eux-mêmes un projet auquel on puisse se confronter ou se référer. Nous avons bien chacun des embryons de projet, mais il nous faut des gens extérieurs qui nous permettent de nous positionner.

Quant à l'analyse des pratiques, je suis toujours gênée par cette question. Il me semble qu'il faut définir un projet de société et des objectifs, et, ensuite, voir les moyens mis en oeuvre pour y accéder. Là on peut situer l'analyse des pratiques, pas en tant que telle, mais en rapport à des objectifs et à la mission qu'on s'est donnée. Si on tourne en rond aujourd'hui, c'est parce qu'on n'a pas suffisamment défini une mission et des objectifs ; donc, quand on fait de l'analyse des pratiques, elle tourne à vide car on ne sait pas à quoi elle se réfère et vers quoi elle tend. On fait juste de l'organisationnel interne.

C'est bien ça le Peuple et Culture dont je rêve : un lieu où l'on aurait une analyse et un projet global sur la société qui nous permette d'intervenir sur le local.

interview de

■ **Laure TOUGARD** ■

réalisée par

■ **Catherine BEAUMONT** ■

Les instances nationales élues lors de l'Assemblée générale du 8 février 1992

■ le Conseil d'administration ■

au titre des adhérents individuels :

Guy Bonvalot, chargé d'étude à l'AFPA, Paris

Paul Bron, directeur de l'ADATE, Grenoble
Jean-François Chosson, maître de conférences, INPSA, Dijon

Jean Delage, imprimeur, Le Mans

Paul Fayolle, proviseur, Villepinte

Guy Jobert, consultant, Paris

Jean Le Monnier, chargé d'études, Grenoble

Carole Malapert, consultante, Paris

Didier Pugeat, directeur d'un centre de formation agricole, Anjou (Isère)

Laure Tougard, consultante, Paris

Jean Vassileff, formateur de formateurs, Nantes

Mariusz Wyzycki, enseignant, Paris/Wroclaw

au titre des associations territoriales :

Catherine Ballin, responsable du secteur international, Montpellier

Geneviève Decrop, chercheur, Grenoble

Michel Demont, retraité, Montluçon

Anne Dumontier, formatrice, Villeneuve d'Ascq

Michel Gasperin, formateur, Clermont-Fd

Marie-Anne Kolytcheff, formatrice, Grenoble

Christian Lamy, formateur, Clermont-Fd

Jean-Claude Laval, rééducateur, Tulle

Pierre Masson, directeur-adjoint de la Fédération des maisons de quartier, St Herblain

René Monségur, secrétaire général de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon

Françoise Richard, formatrice, Annecy

Manée Teyssandier, conseillère d'orientation psychologique, Tulle

■ le Bureau ■

Jean-François Chosson, président

Christian Lamy

Jean Le Monnier

Pierre Masson, trésorier

René Monségur, vice-président

Laure Tougard, vice-présidente

Catherine Ballin, invitée permanente

Histoires de vie

Peuple et Culture et la revue Education Permanente se sont associés pour devenir éditeurs de la collection "Histoires de vie" et offrir un moyen de communication à celles et à ceux qui travaillent les histoires de vie comme « une approche de construction de sens à partir des temps et contretemps des vies quotidiennes », selon la formule de Gaston Pineau. Un premier ouvrage vient de paraître sur le thème : Méthodologie des histoires de vie en formation de formateurs. Il sera prochainement suivi d'un autre volume, consacré aux histoires de vie pratiquées par d'anciens prisonniers de guerre.

A l'occasion du lancement de cette collection, nous sommes allées interroger Jean Vassileff (1), l'un des auteurs du premier ouvrage, pour en savoir un peu plus sur cette pratique telle qu'il la met en oeuvre (2).

Les histoires de vie, de quoi s'agit-il ?

Il y a bien des manières de répondre à cette question et ce que je vais livrer ici n'engage que ma conception personnelle.

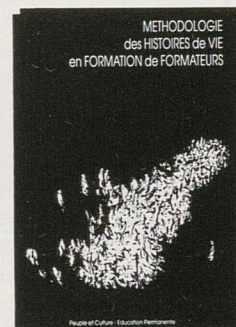
Il convient tout d'abord de dire que, pour moi, ce n'est pas une fin en soi : on ne fait pas histoire de vie pour faire histoire de vie ; il y a toujours une intention derrière ça. Personnellement j'utilise la pratique des histoires de vie dans le cadre de la formation. Cette pratique s'inscrit donc dans un objectif pédagogique précis. Le courant dans lequel j'essaye de travailler se donne comme finalité de la formation le fait que les personnes qui viennent se former, quel que soit le contexte de la formation, développent leur potentiel d'autonomie.

L'autonomie aujourd'hui est une qualité importante. On

demande aux gens de savoir prendre des initiatives, de faire preuve de créativité, de ne pas se laisser dépasser par une situation imprévue... L'autonomie est aussi utile pour les personnes écartées de la production, d'un statut social valable. En effet, plus une personne va être autonome, plus elle va faire preuve des capacités nécessaires de réinsertion, en fonction d'un projet personnel et pas seulement d'une nécessité de retrouver un emploi pour avoir un revenu.

Il s'agit donc d'histoire de vie en formation, mais pas n'importe laquelle : une formation qui se centre sur la personne qui apprend et se donne comme finalité le développement du potentiel d'autonomie de cette personne.

Voilà pour le cadre. Or, quand on se situe dans cette perspective, la première évidence à retenir c'est que l'autonomie absolue est inaccessible, qu'il s'agit d'un concept relatif. Le premier travail à faire est donc de se dire : « je ne serai jamais complètement autonome car je suis déterminé par des influences extérieures : milieu social, logique d'entreprise, système politique..., autant de



(1) Jean Vassileff est formateur de formateurs au Centre Pédagogique et Technique de Nantes (AFPA). Il est également administrateur de Peuple et Culture.

(2) - cf. *Histoires de vie et pédagogie du projet*, ouvrage cité pp. 10 et 11.



Pour aller plus loin

■ L'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation organise une session "histoire de vie" en région parisienne (samedi 17, mercredi 28, jeudi 29, vendredi 30 octobre et samedi 21 novembre).

Cette session s'adresse en priorité à des formateurs ayant une expérience personnelle du récit de vie en formation, ainsi qu'une envie ou un projet de mise en oeuvre de la démarche "histoire de vie" dans leur pratique. Elle comprend un ensemble de 5 jours de rencontre, de travail et de réflexion, centrés sur les dimensions et les enjeux de l'implication personnelle dans la mise en place et la conduite de la démarche "histoire de vie".

Renseignements et inscriptions : Jean Avezou, 84 rue de la Bécasse, 45000 Orléans.

■ Une session d'initiation pour les membres de Peuple et Culture est également envisageable (faites-nous savoir si vous êtes intéressés).

➤➤ déterminants extérieurs auxquels je suis soumis ». Et parmi cet ensemble de déterminants, l'un d'entre eux est particulièrement important : le système parental dans lequel on arrive sur terre et, plus généralement, tout le processus d'histoire de vie qui a été le nôtre et qui nous a structurés en quelque sorte. En effet, il est difficile de prétendre que je suis autonome si je n'admets pas que j'ai été influencé par mon milieu, si je ne connais pas de quoi je suis le résultat. Et j'aurai d'autant plus de chance de devenir autonome que je devrai d'abord connaître les causes qui font que je ne le serai jamais complètement.

C'est là qu'histoire de vie devient indispensable, dans cette quête de l'autonomie personnelle.

Est-ce que l'on peut dire qu'il s'agit d'une méthode pédagogique ?

Je suis toujours réticent à réduire les histoires de vie au statut de méthode ; je parlerais plutôt de pratique pédagogique

que qui peut se structurer autour de plusieurs types de méthode : autobiographie, autobiographie thématique, travail réciproque à deux personnes, utilisation de supports comme le roman-photo... (voir l'ouvrage *Méthodologie des histoires de vie en formation de formateurs*). Ces différentes méthodes se différencient essentiellement par les stratégies qu'elles mettent en oeuvre : dans certains cas, on fera plutôt parler l'individu, sans influencer sur le cours de son récit ; dans d'autres, on le fera produire en interaction, comme dans le cas de l'enquête de groupe.

Pour ma part, c'est cette dernière méthode que je privilégie. Car elle permet de mettre la personne qui s'exprime devant ses responsabilités, ses fuites, sa manière de réinventer son histoire pour éventuellement conforter ses propres systèmes de défense ; elle permet une pression amicale du groupe sur l'éventuelle non-authenticité de la personne qui s'exprime. Chaque individu, à tour de rôle, y compris le formateur, délègue aux autres le droit de faire une enquête sur son passé, sachant que, bien entendu, il peut reprendre ce droit à tout moment car l'enquête n'est pas l'inquisition. Au contraire, le questionnement attentif du groupe provoque un climat de confiance extrêmement profond, grâce auquel chacun est encouragé à porter sur lui-même un regard moins défensif, moins déformé, plus authentique.

Mais, histoire de vie en formation ne consiste pas uniquement à réunir des personnes pour qu'elles s'expriment sur leur passé, c'est aussi un apprentissage sur la psychologie individuelle, sur la manière dont se construit un individu. On ne peut pas pratiquer les histoires de vie en formation sans faire référence, au moins implicitement, à un système d'explication

théorique de la genèse d'un individu. Autant, dans ces conditions, qu'il soit explicite. Ainsi, quand j'anime un stage, il y a un passage obligé, celui de la description du système parental en termes de stratégies affectives, puisqu'en effet je me suis construit à partir des stratégies que j'ai développées pour réagir à celles de mes géniteurs. La description du système parental, des stratégies affectives qui entouraient l'individu quand il est venu au monde, sont un élément tout à fait primordial.

Histoire de vie, c'est donc une pratique qui consiste à inviter un individu à faire un retour sur son passé. Mais en quoi est-ce que ce retour en arrière peut aider dans un processus de formation ?

Cela permet d'être plus clair sur soi-même, d'être moins complaisant. C'est une étape indispensable lorsque l'on recherche l'autonomie : il faut se connaître et donc savoir sur quelles stratégies on fonctionne. L'autonomie, c'est avant tout prendre de la distance par rapport à soi-même, voir de quoi on est le résultat, pour se dire : « et maintenant, qu'est-ce que j'en fais ? ». L'objectif, c'est de pouvoir répondre à la question fondamentale de Sartre : « qu'est-ce que je fais de ce qu'on a fait de moi ? ». **Qu'est-ce que j'en fais ?** : là, ça devient sérieux.

Quelle différence y a-t-il entre la pratique des histoires de vie et une démarche psychothérapeutique ?

En effet, le parallèle est souvent fait mais, à mes yeux, c'est pour une raison historique. C'est seulement depuis les travaux de Freud que l'habitude s'est prise, dans notre mentalité moderne, de référer systématiquement le fait de parler de soi à l'activité

thérapeutique. Or, avant Freud, parler de soi n'a pas forcément de connotation thérapeutique : le genre biographique fait partie de la littérature avant de faire partie de la thérapie.

Si, d'autre part, on se place du point de vue de l'analyse institutionnelle, la pratique des histoires de vie n'a rien à voir avec la thérapie : quand on est en formation, on est là pour apprendre - et non pour se soigner. Quand on fait histoire de vie en formation, on **se forme** à son passé et, parce que ça se passe en groupe, on se forme à ce qu'est la construction d'un être humain, comment ça marche. Il y a un message didactique derrière cette pratique, qui n'a rien à voir avec le présumé institutionnel de l'analyse thérapeutique qui met en relation une personne qui se sent malade et un expert. En formation, on construit ensemble le savoir sur l'être humain, sans expert attitré, avec la seule expertise que représentent les décalages d'expériences entre participants.

Quelles utilisations peut-on en faire ?

D'une manière générale, les histoires de vie peuvent être pratiquées dans toute recherche de redéploiement de ses rapports avec les autres. Par exemple, dans les rapports avec les enfants, pour redéfinir un projet d'éducation, dans les rapports de travail, comme apport à la dynamique de groupe.

Les histoires de vie sont aussi utilisées en orientation, dans les centres de bilan, pour décider d'un projet de formation... Pour ma part, j'émettrais une réserve de prudence par rapport à ces utilisations car elles sont souvent fonctionnelles, instrumentales. Le risque, dans tous ces cas, c'est de déposséder la

personne de sa propre histoire. Ce qu'on peut reprocher aux institutions qui utilisent ainsi les histoires de vie, c'est qu'elles le font pour leurs propres fins. Parce qu'elles sont mises en échec par la crise actuelle dans leur rôle de fournir à chacun une place sociale, elles cherchent tous les moyens pour y parvenir malgré tout. Les histoires de vie sont souvent devenues un de ces moyens. Or, les gens doivent rester maîtres, quand ils sont autonomes, de décider de leur projet d'insertion dans cette société. L'insertion sociale ne veut pas dire s'insérer dans une société telle qu'elle est. Ça peut vouloir dire s'insérer **pour** faire évoluer la société. Il serait assez temps de s'en rendre compte.

De plus en plus, je remarque que les gens choisissent de faire histoire de vie pour eux. C'est une évolution sociologique remarquable : pour mieux comprendre, en groupe, ce qui se passe autour de soi ; cela permet un regard acéré sur le monde. C'est un acte socialisant : parler de soi devant un groupe, c'est symboliquement parler de soi devant la société ; on prend peu à peu l'habitude d'assumer ce qu'on est et non pas de jouer des jeux pour essayer de coller avec ce que les autres voudraient que l'on soit. C'est essayer de se construire tout en s'assurant socialement.

Est-ce qu'il s'agit d'une pratique récente et quels développements peut-on en attendre ?

A l'échelle de l'histoire des sciences humaines, oui c'est une pratique récente. Elle se répand de plus en plus. Parce qu'elle correspond à l'évolution historique contemporaine. En effet, nous allons vers une société construite sur des individus autonomes beaucoup plus que sur des individus qui délèguent leurs compétences de

gouvernement à des représentants élus pour 5 ou 7 ans. C'est une tendance profonde qui dépasse le seul traitement du chômage. C'est une aspiration à prendre son destin en main, à reconstruire une autre société. C'est un peu ce que je propose à Peuple et Culture : c'est aux gens qui sont dans Peuple et Culture à construire Peuple et Culture.

Quels sont les fondements théoriques qui sous-tendent la pratique des histoires de vie ?

Ils ne sont pas les mêmes d'une méthode à une autre ; les différences de méthode ne sont pas innocentes. En ce qui me concerne, la référence théorique, c'est l'analyse institutionnelle : qu'est-ce qu'on institue comme types de rapports sociaux dans toute pratique sociale ? qu'est-ce qu'on enseigne comme type de société quand on fait de la formation ? En effet, compte tenu de la méthode qu'on choisit, on enseigne un certain type de rapports sociaux. De là, vient le choix de mes méthodes : c'est parce que j'ai un projet de société précis, une société qui tend vers l'autogestion, que je peux légitimer le choix de mes méthodes. La pédagogie du projet, la pratique des histoires de vie, le positionnement de l'autonomie des personnes comme objectif de formation, n'ont de sens que par rapport à un projet politique, au sens noble du terme.

interview de

■ Jean VASSILEFF ■

réalisée par

■ Catherine BEAUMONT ■

Du côté des livres :

Le vendredi 11 septembre 1992 aura lieu, au siège de l'association nationale, une soirée consacrée aux ouvrages de Jean-François Chosson et de Jean Vassileff. Pour vous mettre "l'eau à la bouche", nous leur avons demandé de se livrer dans ces colonnes à un petit exercice de présentation croisée.

Histoires de vie ⁽¹⁾ et pédagogie du projet ⁽²⁾

A parcourir l'ouvrage de Jean Vassileff, «l'entraîneur mental» entreprend une étrange aventure : parti pour découvrir une méthodologie indépendante des affects de l'auteur, il commence une longue marche où, à chaque page, les concepts s'appuient sur une expérience personnelle intensément vécue. Voilà qui remet les sciences sociales à leur place : des instruments utiles certes, mais des instruments au service d'un projet, conquis, nourri par des expériences personnelles et collectives. Loin de redécouvrir des théories quelque peu ressassées sur les organisations, les institutions, les stratégies, Jean Vassileff nous montre une longue quête, qui n'est pas celle du temps perdu, mais celle d'un «homme de bonne volonté» construisant d'abord sa vie sur de tranquilles certitudes, puis peu à peu découvrant la fragilité des postulats sur lesquels il bâtissait une voie rectiligne. Par-delà (...ou au-delà) d'un vécu authentiquement réfléchi, le lecteur ne peut s'empêcher d'effectuer des rapprochements avec les circonstances historiques ou personnelles qui l'ont amené lui-même à remettre en cause des vérités préétablies.

«Une vie ne vaut rien, mais rien ne vaut une vie» disait Malraux. En prenant le parti délibéré d'organiser concepts et méthodes autour de sa propre histoire de vie, Jean Vassileff affrontait une vraie difficulté. Ne risquait-il pas de manquer l'un et l'autre ? Comment allier la subtilité de l'analyse des rapports interpersonnels et la réflexion sur le concept ? Comment analyser un itinéraire personnel en fonction d'événements historiques nettement déterminés : mai 68 ou

juillet 81 ? Pour résumer : comment passer d'une histoire au sein de l'Histoire à des règles méthodologiques pour des formateurs en quête d'outils facilement transmissibles ? ... Et pourtant le pari a été réussi : faire qu'il se dégage de ce récit une véritable authenticité, une quête éperdue et pathétique du sens, pour tout dire un accent de sincérité qui donne unité et signification à un ensemble qui aurait pu être paradoxal !

Il y a là une vraie leçon pour les professionnels des sciences sociales qui, à l'imitation de leurs maîtres, nous assènent trois concepts par ligne et des phrases d'une demi-page. Le récit vécu n'est pas incompatible avec le concept qui précise et organise la pensée en fonction de synthèses unifiantes, de théories qui permettent une cohérence d'ensemble.

Cela dit, le dialogue ne fait que commencer sur deux aspects.

Tout d'abord, l'Histoire. La critique des systèmes bureaucratiques ne doit pas masquer qu'ils ont été d'abord une victoire sur l'arbitraire : «la bureaucratie, voilà l'avenir...» disait Max Weber à une époque où les producteurs étaient totalement soumis à la jungle de l'industrialisation forcée. Par la suite, le respect de la règle est devenu une barrière protectrice vis-à-vis de mutations inévitables, mais doit-on rejeter toute codification des rapports sociaux... même s'ils peuvent sécréter leur part de rigidité... ?

Et puis la philosophie. Pour qui a affronté les extraordinaires mutations des styles de vie depuis un demi-siècle, les contradictions sociales, les conflits de générations ou de classes, est-il possible de faire l'économie d'une réflexion philosophique en s'appuyant sur des modèles de référence ? A ce titre, le survol proposé par l'auteur sur une dizaine de pages nous apparaît un début prometteur certes, mais « ce n'est qu'un début !... et continuons le combat » comme le disaient les

(1) Voir sur les histoires de vie l'interview de Jean Vassileff pp. 7 à 9.

(2) Chronique sociale, Lyon, 1992.

murs de la Sorbonne en 1968. Marx peut être une voie de passage, mais d'Héraclite à Hegel et Jean-Paul Sartre, la chaîne a été longue de tous ceux qui ont considéré conflits et contradictions au cœur du changement social en fonction d'un projet constructeur d'avenir. La pensée ne se sépare point d'un procès contre elle-même, et cette nécessaire dialectique est au cœur du projet personnel comme du projet social si elle s'organise autour de valeurs fortes.

En tout cas, le témoignage de Jean Vassileff montre bien que la vérité n'est pas de l'ordre de la science, mais de l'ordre du chemin toujours à inventer et à découvrir en fonction des certitudes qui fondent l'existence.

■ Jean-François CHOSSON ■

Pratiques de l'entraînement mental (1)

« **L**a méthode d'entraînement mental est-elle en voie de disparition sous le flot des innovations ? S'agit-il d'un dinosaure qui a ouvert la voie aux méthodes d'éducabilité cognitive, mais désormais destiné à être rangé au magasin des accessoires ? »

Jean-François Chosson pose clairement et courageusement la question, en ces temps de modernité suspecte où les théories psychogénétiques de la construction de l'intelligence humaine se trouvent remobilisées à travers l'éclosion foisonnante de multiples outils de formation, pour tenter de réhabiliter cette frange dangereusement croissante de la population que les abus du taylorisme, puis l'arbitraire du chômage, ont successivement réduite à une sorte de sous-développement culturel.

La réponse pourrait être affirmative, mais au prix d'une erreur de raisonnement : oui, si l'on considère l'entraînement mental comme une théorie du développement des capacités mentales. Or l'entraînement mental est plus qu'une théorie, c'est un projet social, celui de promouvoir l'être humain, par le développement de son fonctionnement intellectuel à partir de son propre milieu de vie.

C'est pourquoi la réponse est non, résolument. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les évolutions de l'entraînement mental, non d'un point de vue théorique, mais comme pratique sociale.

C'est ce que propose le livre de Jean-François Chosson. Après un rappel des principes de la méthode résumés dans la formule du triptyque Faits-Idees-Actes ou, dit autrement, Voir-Juger-Agir, l'auteur nous invite à suivre les méandres de l'entraînement mental entre les critiques et les fertilisations que les événements marquants de l'histoire sociale de ces cinquante dernières années lui infligent ou lui apportent.

Puis, il nous propose d'examiner plus précisément sept catégories, sept modèles de pratiques qu'il a pu répertorier dans la diversité des utilisations contemporaines de la méthode. Toutes sont ancrées dans le projet originel et reflètent, chacune à sa manière, l'évolution de notre monde vers une complexité croissante :

■ la pratique du **militant** qui veut changer le monde, soit à partir d'une parole élaborée, « donnée », comme le militant marxiste, soit en favorisant l'élaboration d'une parole « conquise », comme le militant des mouvements sociaux ;

■ la pratique du **décideur**, confronté aux problèmes de définition des objectifs et des stratégies ;

■ la pratique de l'**animateur**, qui met le groupe en situation de négocier et de construire ses propres décisions ;

■ la pratique du **formateur de sessions courtes**, qui présente l'entraînement mental comme une nouvelle rhétorique du raisonnement ;

■ la pratique du **conseiller des méthodes** (en formation longue et parcours individuels), qui offre les méthodes de l'entraînement mental comme moyen pour l'apprenant de structurer un projet personnel de formation ;

■ la pratique du **savant**, le mot étant pris dans son sens de guide et d'accompagnateur d'une recherche-action menée par la personne en formation ;

■ la pratique de l'**enseignant**, qui s'approche davantage du courant de l'éducabilité (prise en compte des systèmes personnels de représentation, développement de la maîtrise des opérations formelles).

Ce long plaidoyer pour une pluralité des modèles en matière d'entraînement mental amène Jean-François Chosson à conclure par une invite à ré-examiner l'ancestrale confrontation chercheur-praticien. N'essayons pas de résoudre ce conflit, laissons-le perdurer et emplissons-nous du spectacle de ses formes changeantes : il constitue par lui-même le lieu exact de la culture.

■ Jean VASSILEFF ■

(1) - Armand Colin, Paris, 1991

Développement local en

Hier... et demain

Un lundi tous les deux mois, Peuple et Culture se recueille aux chevets du développement local-rural. La cérémonie se déroule dans les murs du (saint) siège du national, rue Saint Maur.

Chaque journée, précédée d'un dossier thématique remis aux séminaristes, comporte l'audition d'un acteur européen le matin et l'exposé d'un spécialiste franco-ruralophile l'après-midi.

Ont déjà témoigné de leur foi développementaliste un Belge, deux Anglais, un

Portugais, un eurocrate, des chargés de mission... Ont suivi avec attention, l'oreille tendue, la mine de crayon taillée, le regard vif et la langue alerte des PECistes de base, des basistes emPECqués, des affiliés, des professionnels du développement local, des syndicalistes, des associatifs, des fonctionnaires...

L'objectif de cette communion au coeur de la diversité rurale européenne est multiple : acquisition de connaissances, relais d'informations, échange d'expériences et de points de vue, débat d'idées sur les nouvelles modalités publiques d'encadrement des initiatives de développement local... A l'heure où chacun monte sur son prie-Dieu pour déclamer l'Europe des régions à toutes les sauces, Peuple et Culture confronte les discours ambiants aux complexes réalités rurales des professions, des territoires et des institutions de chaque société locale.

Pour les cinq séances à venir (12 octobre et 14 décembre 92, 8 février, 5 avril et 7 juin 93), le programme d'activation des neurones portera sur les thèmes suivants :

■ les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande et l'Allemagne le matin,

■ des maires, des conseillers généraux, des fonctionnaires territoriaux et des exploitants ruraux l'après-midi.

Un pèlerinage de 4 jours est prévu avec tous les séminaristes pour le printemps 93 en Irlande.

Côté organisation, le duo magique composé de soeur Chanchan* et de la Co des Batignoles* continue la gestion du séminaire avec le précieux soutien rédactionnel du Frère Andy* - qui a signé encore pour un an. Un micro-bréviaire nouveau à chaque séance, un repas de midi aux saveurs du pays étudié, des débats fleuris par l'irremplaçable Geneviève*... L'année s'annonce diablement assidue.

■ Alain FAURE ■

* Chantal Decourt, Corinne Baudelot, Andy Smith et Geneviève Espeut. Nous remercions l'auteur de ces lignes pour son imagerie fausement bigote et "sacrément" provocatrice !

Infos rurales

Regards croisés

Le groupe rural voyage pour aller à la rencontre des pratiques rurales des associations du mouvement. Ces séances, dites de "regards croisés" associent des personnes de chaque association ayant des pratiques en milieu rural. Première rencontre : les 17 et 18 septembre en Languedoc-Roussillon.

Alternatives paysannes

va reparaître sous une nouvelle formule à partir de septembre. La revue est maintenant l'expression rurale de tout le mouvement ; Brigitte Biche, adhérente individuelle du National, est responsable du comité de rédaction.

Celavar (Comité d'Etude et de Liaison des Associations à Vocation Agricole et Rurale)

Le Celavar prépare pour les 20 et 21 janvier 1993 à Mâcon un colloque sur le thème : "Activité et emploi en milieu rural". Peuple et Culture, membre du Celavar, contribue activement à sa préparation.

A partir de septembre vont s'élaborer les contrats de Plan entre l'Etat et les régions. Pour que les associations ne restent pas une nouvelle fois sur la touche dans ces négociations, le Celavar propose à ses adhérents de se concerter au niveau régional et d'interpeller, sur cette question, les autorités compétentes. Plusieurs coordinations régionales du Celavar ont déjà pris des initiatives en ce sens. Un dossier d'information édité par le Celavar est disponible au secrétariat national.

Formation exploitant rural

Elle se multiplie dans plusieurs régions : Auvergne, Languedoc Roussillon, Corse. Les 21 et 22 septembre aura lieu à Aubenas un regroupement des promoteurs et des formateurs de ces sites pour travailler à la mise en place des formations.

milieu rural

Quelques repères en guise de synthèse

Dans le contexte de ces séminaires, trois raisons principales nous poussent à comparer :

Le contexte mondial crée de plus en plus d'interdépendances entre pays et entre continents.

La comparaison met en lumière des préjugés ou des affirmations que l'on a souvent tendance à accepter comme telles, sans les remettre en question. Ainsi de l'idée selon laquelle le Royaume Uni serait "le pays du gouvernement local" par excellence. En d'autres termes, l'analyse comparée des politiques publiques est révélatrice des présupposés qui s'infiltrèrent subrepticement dans nos manières de penser. Elle incite par là-même à un examen plus critique des conceptions liées à notre contexte local et exige le réexamen des propos concernant nos propres pays. La distance et le recul sont ainsi revigorés par l'analyse comparée.

La comparaison place l'évaluation des stratégies locales ou nationales de développement dans une perspective plus large permettant alors une analyse plus fine.

Quels critères de comparaison ?

Les travaux menés par le séminaire et les présentations qui s'y sont succédé dessinent a posteriori un certain nombre de points de comparaison à partir desquels on peut contraster les scénarios de chacun des exemples étudiés.

Au risque de schématiser grossièrement, on peut représenter un système politique comme composé à la fois par des réseaux et des communautés politiques (1). La distinction entre ces deux concepts est essentielle.

Réseaux et communautés politiques

■ la communauté politique est constituée de tous les acteurs qui partagent un intérêt pour une

politique publique et qui possèdent des ressources telles que l'autorité, l'information, l'expertise ou les structures d'appui ;

■ le réseau politique correspond à un regroupement d'acteurs plus clos, plus restreint qu'une communauté politique et centré sur, soit un problème (ex. la maladie des vaches folles), soit un processus (ex. la fixation annuelle des budgets ministériels).

Cette distinction présente plusieurs avantages :

■ Alors que les communautés politiques existent toujours, il est possible qu'un véritable réseau politique ne se construise pas. On citera l'exemple du développement rural en Angleterre qui reste un champ éclaté. Auquel cas il peut être utile de s'interroger sur les raisons d'une telle absence.

■ Ensuite, on peut aussi identifier les membres d'une communauté politique qui ont été exclus du réseau politique correspondant à leurs préoccupations. A titre d'exemple, on pensera à la façon dont la Confédération Paysanne a été tenue à l'écart du réseau politique de l'agriculture française.

Les systèmes de valeurs qui sous-tendent ces réseaux et communautés politiques

Par système de valeurs on fait ici référence aux perceptions et représentations liées à une politique donnée et qui prévalent ainsi dans le réseau ou la communauté politique correspondants. Ces représentations des enjeux et du rôle des organisations impliquées peuvent être aussi construites qu'une idéologie, ou aussi fragmentées qu'une collection de perceptions éclatées du « sens commun ». Elles constituent des phénomènes socio-culturels qui fournissent « la sauce » d'une analyse comparée et expliquent - pour poursuivre la métaphore - « les goûts » différents que l'on trouve en examinant le développement local dans différents pays. Bien entendu, ces représentations ou effets sociétaux (2), sont le produit d'un bouillon complexe mêlant les histoires sociale, économique et politique d'un pays.

Pour revenir plus directement au domaine du développement rural, on pourrait considérer les effets sociétaux suivants comme des variables pertinentes :

Les variables liées à l'existence d'une « culture agricole ou rurale » :

■ l'histoire de l'industrialisation du pays ;

(1) - Ces concepts sont adaptés des travaux faits par deux chercheurs anglais, Maurice Wright et Stephen Wilks, sur ce qu'ils appellent « government-industry relations ».

(2) - Un concept développé par M. Maurice, F. Silvestre et J.-J. Selier dans leur ouvrage *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne*, PUF, Paris, 1982.

➤ ■ l'histoire de son urbanisation et de sa désurbanisation ;

■ l'impact de la religion.

Ces données expliquent en partie l'existence en France d'une forte tradition paysanne et l'attachement à la notion de pays, l'importance des paysages et l'absence de culture urbaine dans la conception anglaise du rural, le caractère fortement industrialisé du développement rural à l'italienne.

Les variables politiques :

■ le degré d'implication de l'Etat dans une politique agricole et ses causes : importance de la deuxième guerre (Royaume Uni) ; importance de la reconstruction après la guerre (France) ; méfiance vis-à-vis de l'Etat (Italie) ;

■ l'aménagement du territoire (cf. sur ce point le contraste entre la France et le Royaume Uni, qui nous renvoie à des conceptions différentes du marché comme régulateur) ;

■ la gestion de l'urbanisme - qui décide ? (cf. les plans d'occupation des sols en France, les « ceintures vertes » au Royaume Uni et leurs chefs d'orchestres).

Les variables sociologiques - l'impact des stratégies de formation

■ la nature de la formation agricole - selon que l'on reste ou non dans une logique sectorielle (Royaume Uni) ;

■ la nature de la formation scolaire générale - encourage-t-on l'initiative individuelle ?

■ la formation continue - quel encouragement pour les habitants des milieux ruraux à changer de direction, à « se reconverter »...

■ l'implication de la société civile dans la gestion de l'économie - le rôle des associations et des regroupements, coordinations ou fédérations...

Bien entendu on peut et on devrait développer cette liste de variables afin d'embrasser toute la complexité des systèmes politiques et sociaux, au lieu de les simplifier ; cette tâche est évidemment considérable. Néanmoins, à travers une prise en compte simultanée des systèmes d'acteurs (analyse des réseaux politiques) et des effets sociétaux, on peut certainement rendre plus fructueux l'exercice de l'analyse comparée.

Les stratégies de développement local

Au terme d'une première série d'analyses, il semble que les intervenants du séminaire aient tous indiqué un certain nombre de conditions au lancement d'une dynamique de développement local, apportant ainsi plusieurs éléments de réponse à la question de Bernard Pecqueur : peut-on créer du développement local ? ou, à l'inverse, sa genèse est-elle inextricablement liée à des qualités propres à une région donnée, comme l'industrialisation diffuse de la troisième Italie ?

En écoutant Alberto Melo, Henry Buller, Joseph Simon, Bernard Pecqueur et Michel Laine, ces conditions premières sont au nombre de six et elles devraient toutes faire l'objet d'un travail concerté entre collectivités locales et associations :

1. *Un diagnostic poussé et continu de la situation* - Portugal, Belgique, Italie - qui renvoie à la capacité de s'adapter, de se reconverter.

2. *Une stratégie économique* qui cherche à favoriser les productions endogènes. Ainsi le Portugais Alberto Melo renvoie-t-il cette stratégie à la préservation des cultures locales en Europe - à l'inverse d'une tendance à l'américanisation.

3. *L'organisation sociale des productions et la nécessité d'agir en réseau.*

4. *Le rôle de l'Etat* - qui doit agir sur l'interface entre la population locale et le marché afin de créer un environnement plus favorable au développement endogène. En d'autres termes, l'Etat doit impulser ce que le marché ne peut pas mettre en place spontanément (exemple de la création de technopoles « délocalisées » qui permettent une meilleure adaptation de la formation et de l'information à la fois au contexte local et aux exigences du marché international).

5. *Agir contre les facteurs d'isolement* : rôle de l'Etat - garantir les services de proximité (poste, santé...) ; rôle des associations : créer des dynamiques socio-culturelles (exemple wallon développé par J. Simon).

6. *Construire une véritable politique rurale* - autrement dit une politique nationale de développement local, ce qui signifie la fin des interventions sectorielles comme dans le cas des Pays Bas, où un Ministère des Affaires rurales aux compétences plus larges a supplanté le Ministère de l'Agriculture.

version résumée d'un texte de

■ Andy SMITH ■

Apprendre à voyager, voyager pour apprendre

Annoncé dans ces colonnes alors qu'il ne s'agissait encore que d'un projet, le séminaire «Pédagogie du voyage» a pris corps, et trois séances lui ont été consacrées depuis le mois d'avril. Après l'été et les rencontres mensuelles de la phase de lancement, le groupe prendra sa vitesse de croisière à raison d'une séance de deux jours tous les deux mois.

Aller et retour en direction des pratiques, le séminaire s'alimente de flashes théoriques qui permettent aux participants de s'approprier un certain nombre de concepts empruntés à la philosophie, à l'ethnologie, à la sémiologie ou à la psycho-sociologie.

Centré sur la notion de voyage, il se veut itinérant, mobile, en perpétuel mouvement entre théorie et pratique, implication et distanciation. Il est inscrit dans la durée - son calendrier comprend des rencontres jusqu'à la fin 93 - et s'intègre dans un processus qui ne se limite pas aux seuls moments de travail collectif prévus dans son programme, mais inclut au contraire ce qui a pu être lu, vécu, réfléchi et expérimenté par chacun entre deux séances.

Il serait vain de vouloir reproduire ici toute la richesse des débats et des explorations communes qui constituent la matière de cinq journées de travail aussi intenses qu'intensives.

Quelques pistes de réflexion seront néanmoins retracées dans ces lignes et, si elles laissent le lecteur sur sa faim, peut-être l'inciteront-elles à pousser la curiosité un peu plus loin et à réclamer d'autres écrits plus complets sur le thème, à suggérer la mise en place d'un deuxième cycle de formation auquel s'inscrire dès l'an prochain, à venir goûter directement la saveur douce-amère des découvertes interculturelles, dans un voyage conçu et animé par Peuple et Culture.

Le voyage comme processus dans l'espace et dans le temps

A une époque dominée par la vitesse - celle des trains et des avions, comme des images qui se coupent et s'entrechoquent sur nos écrans -

s'interroger dans ces termes sur le voyage revient un peu à faire l'apologie de la lenteur et du déplacement progressif. Cela oblige à s'intéresser aux conséquences que peut avoir le choix d'un mode de transport ; à la fois pour les relations qui se nouent au sein d'un groupe et pour le rapport que chacun est susceptible, ou non, de créer à travers la vitre avec un paysage qui défile et tisse peu à peu le voyage, depuis son point de départ jusqu'à un point d'arrivée.

Cela renvoie aussi à l'importance des temps de préparation, avant même le départ, à la façon dont ils avivent l'attente, la construisent en l'installant dans l'univers quotidien du groupe qui s'apprête à voyager, en apprivoisant l'angoisse, en faisant déjà quelques liens entre l'environnement familial et l'espace géographique, économique, linguistique, social ou culturel que l'on va découvrir.

Cela pose directement la question de la relation au temps, vécue différemment selon les individus et selon les cultures, et qui rend la gestion d'un programme interculturel si complexe et si explosive parfois. Qu'il s'agisse des 20 heures passées dans un bus ou de l'attente d'un moyen de transport russe dont on ne sait s'il arrivera et

➤➤

Les rendez-vous de l'International

Paris : 20 - 27 septembre, accueil d'un séminaire de formation trinationale franco-germano-russe pour le développement des échanges de jeunes.

Sète : 20 septembre - 4 octobre, cours d'allemand pour débutants

Bauduen : 12 - 16 octobre, coopération institutionnelle (OFAJ).

Montpellier : 22 - 25 octobre, université d'été "indien" sur l'International.

- dans quel état, qu'il s'agisse de faire comprendre à certains participants l'intérêt des temps de respiration (ou de digestion) qui ont été ménagés entre deux activités, ou d'en négocier l'existence avec des partenaires soucieux d'éviter les temps morts, tout cela constitue un aspect essentiel de la conception, de l'organisation et de l'animation d'un voyage.

Enfin, l'inscription du voyageur dans des espaces souvent aussi étranges qu'étrangers nécessite que l'on s'attarde à l'utilisation qu'il fait de ses sens, à la manière dont le langage et l'appartenance culturelle modèlent notre perception, faisant bien souvent de la vue l'instrument d'une vision du monde. Et que l'on explore aussi le rôle d'autres sens comme l'odorat ou l'ouïe, le goût et le toucher, dans la découverte d'un autre pays, d'une autre culture (cf. pp. 19 et 20 le texte de Clémence Philippe).

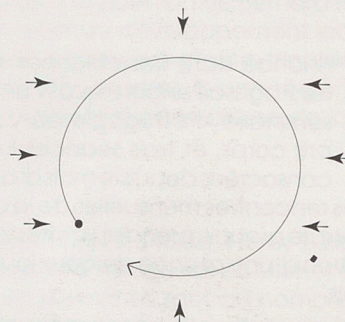
Identité du voyageur, identité professionnelle de l'animateur de voyages

«Si tu devais changer de carte d'identité, arborer une nouvelle nationalité, laquelle choisirais-tu ?» On pourrait se croire dans un quizz télévisé ou dans un jeu de société, mais pour peu que l'on commence à analyser ses réponses ou l'incapacité dans laquelle on est d'effectuer un choix, on se trouve plongé dans un entrelacs de critères affectifs ou rationalisants, historiques, linguistiques, politiques ou culturels, parfois même climatiques, sur lesquels se fondent nos représentations et nos projections quant aux identités nationales.

Cela ouvre en même temps toute la problématique de l'affirmation ou de la construction identitaire, et de la relation à l'autre qui, sur le mode positif, se décline en termes de dépaysement, de découverte et de fascination, de mystère, de curiosité et de sensations, de jeu de miroirs et d'éveil à soi, à la différence, de mélange et de tolérance.

Ainsi le voyage confronte à l'autre identité et crée un mouvement perpétuel entre l'appréhension de l'étrange, du différent, et le retour sur soi. L'identité - celle du voyageur en situation d'exposition interculturelle, comme celle de l'individu en général dans un contexte d'échange et de communication avec autrui - pourrait alors se concevoir comme un mécanisme en constante recomposition, comme une flèche concentrique qui, à partir d'un noyau identitaire (contexte socio-culturel, premières expériences relationnelles) s'ouvre et se referme sans cesse

au fil des rencontres, des découvertes et des confrontations. Et l'on commence à saisir alors ce que peut signifier l'absence de miroir, comme pour un Robinson sans Vendredi, et les dangers que représente une flèche qui, de ne jamais se refermer, piquerait du nez en spirale, ou tournerait au cercle vicieux de toujours rester fermée.



D'où l'importance qu'il y a pour un animateur de voyages à, sinon maîtriser, du moins mesurer la prise de risque que constitue la confrontation à un ailleurs, et les sentiments d'abandon et de perte qu'elle peut provoquer, jusqu'au repli sur soi et à la censure.

Toutes ces questions, depuis la gestion du temps jusqu'à la reconnaissance des mécanismes identitaires, renvoient inmanquablement au rôle de l'animateur dans un voyage ; elles soulignent l'intérêt et les difficultés d'un travail en équipe et esquissent peu à peu le profil d'une identité professionnelle aux multiples facettes.

Une identité professionnelle qui empiète singulièrement sur la sphère du privé, faisant de l'animateur de voyage un éternel enfant prodigue (toujours parti, revenant toujours), tant auprès de ses proches que dans la structure qui l'emploie. Une identité professionnelle en construction aussi et dont l'approche biographique, évoquée à plusieurs reprises dans ce numéro de *la Lettre*, contribuerait certainement à préciser les contours.

■ Corinne BAUDELOT ■



Photo Jean-Louis Saiz.

Chronique russe ⁽¹⁾

En revenant de voyage, on a toujours la même envie : avoir de belles certitudes à mettre dans les oreilles de la famille, des amis et des autres !

Mais je dois dire que pour la Russie, c'est difficile. Peut-être parce que ce pays, par son passé, son histoire et sa sensibilité actuelle, a quelque chose qui nous touche et nous trouble, comme si nous nous y trouvions face à nos contradictions d'Européens, d'Occidentaux du XX^e siècle ! Comme un miroir grossissant, le pays, en quelques jours, je dirais presque en quelques heures, nous renvoie l'image de notre compromis quotidien, mais avec la force d'une présence physique à laquelle il est impossible de se soustraire, privé que l'on est alors des protections médiatiques ou idéologiques de l'environnement quotidien du « chez soi »...

existence : ils voudraient partir, mais ils restent parce qu'ils veulent y croire, ils ont l'espoir, malgré tout !

On a partout l'impression « qu'il faut bien vivre, quoi ! » Ce compromis entre la situation et les envies a quelque chose de provoquant et de touchant à la fois. Et c'est toujours un miroir qui nous renvoie notre propre image.



Photo Jean-Louis Saiz.

Est ou Ouest, chacun a, en définitive les mêmes problèmes pour vivre et se retrouve face aux mêmes questions de fond, quel que soit le système : la société industrielle, capitaliste ou socialiste, veut produire des gens comme elle produit des routes ou des conserves. Animation, formation, création, promotion, etc..., tout, des deux côtés, est entre les mains de l'Etat.

Histoire démente et atroce, présent difficile, avenir atomique, nos angoisses et notre mémoire collective sont en Russie. Ce pays dans lequel des gens vivent nous éclate au visage en concrétisant notre ambivalence et l'éternel « pour ou contre » de notre raison. Source d'équilibre, mais aussi cause de notre impossibilité à choisir une voie radicale.

Où est l'Est, où est l'Ouest ? Cette barrière ne peut exister pour les gens, et les frontières apparentes ou cachées ne sont là que pour nous faire croire qu'il y a des bornes à l'imagination.

La connerie, elle, n'a pas de frontières, pas de barrières !

Alors pourquoi pas l'imagination ? Pourquoi ne pas être des "funambules de la déambulation" !...

Le pays, il paraît qu'ils s'en foutent. Peut-être justement parce qu'il est plus notre problème que le leur. Pourtant, en quelques jours de visite en Russie, eux et nous, à échanger autant qu'à faire avec de jeunes responsables (théâtres, écoles, mouvements de jeunesse, etc...), on est forcé de constater la solution de continuité qui existe dans leur démarche, dans leur projet, j'irais même jusqu'à dire, dans leur

(1) Ce texte a été écrit à la suite d'un voyage en Russie réalisé en mai dernier, dans le cadre d'une formation trinationale franco-germano-russe destinée à des responsables d'échanges internationaux.

■ Jean-Luc MENU ■

L'identité du voyageur ⁽¹⁾

Le premier voyage : la naissance

C'est le voyage forcé, le passage obligatoire, promesse de vie, d'évolution et d'inconnu.

Voyage du monde clos aux sensations atténuées, à la chaleur constante, au fracas d'un monde qui pénètre le corps (inspiration et sens).

L'identité du petit voyageur va commencer à se construire par la séparation physique d'avec la mère. Projection du connu et sécurisant vers l'inconnu et la solitude.

Le contact avec le monde nouveau va se faire dans une submersion de sensations nouvelles.

La métamorphose des sens

L'ouïe : après les bruits réguliers du cœur de la mère, entrent les sons des machines, des voix, cris...

Bruit rassurant : la voix de la mère.

Le toucher : mains qui prennent, soulèvent, posent, caressent. Contact de la peau, d'un tissu, d'instruments... Passage du froid au chaud.

Rassurant : la peau (37°), de la mère de préférence.

Le goût : après le liquide amniotique, le désert.

Rassurant : la peau, le lait (pas tout de suite).

Il faudra attendre (désir ?).

La vue : du noir à la douleur de la lumière.

Rassurant : retrouver l'obscurité, yeux fermés, yeux contre peau.

L'odorat : découverte d'un sens nouveau, né de la respiration dans l'éclosion à la vie extérieure. Sens de la naissance - de toutes les naissances ?

Submersion dans une kyrielle d'odeurs et dans cet odorat qui va dominer les premières semaines de la vie (pourquoi ? voir le lien entre odeur et goût ?

sens le plus développé à cet instant de la vie ?).

Rassurant : a priori, rien. Mais si : l'odeur de la mère.

Sans connaître a priori l'odeur de sa mère, le nouveau-né va la reconnaître (sens de l'instinct).

Hypothèse

A chaque voyage, on refait celui-là.

Sous quelle forme ? Quelles seront les conséquences des sensations nouvelles sur notre vie, en lien avec notre vécu ? Quelle communication pourra s'instaurer selon l'utilisation consciente et inconsciente que l'on fait de ses sens ?...

L'ouïe : découverte des bruits des rues, des voix (langue étrangère, intonations), des musiques, de la nature...

Agression ou compréhension : « je vous entends bien », « s'entendre avec » (intellect).

(1) Ce texte a été écrit à la suite d'une séance du séminaire pédagogie du voyage consacrée à l'importance de la vue.





Le toucher : le contact tactile à l'autre, différent selon les cultures. Pour entrer en communication, je touche l'autre, les choses.
Agression ou chaleur : « je suis touché » (affectif).

Le goût : les cuisines, le piment, le sucré-salé, la peau...
Agression ou appétit-digestion : « je prends goût à... la vie » (plaisir).

La vue : le spectacle du monde, la lumière, la misère, la beauté...
Agression ou éblouissement : « tu vois ce que je veux dire » (intellect).

L'odorat : les odeurs de cuisine, de la nature, des égouts, de la merde, de l'encens, des corps...
Agression ou bien-être : « je me sens bien », « je ne peux pas le sentir » (physique).

«Je sens» se dira pour l'odorat comme pour tous les autres sens. On peut signaler la pauvreté des termes traitant de l'odorat et la richesse du sens (encore!) du verbe sentir. Verbe générique regroupant mon rapport au monde.

De tous les sens, l'odorat, sens découvert en dernier par le nouveau-né(z) au moment crucial de l'éclosion, semble être celui qui ramène le plus à ce premier voyage, à la séparation, à la rencontre de sa nouvelle identité, en tout cas à la découverte d'un soi inconnu car baigné dans un contexte lui aussi inconnu. Je ne suis plus ce que j'étais, qui suis-je donc ?

Les odeurs sont des facteurs déstabilisants non palpables, non exprimables (emportez-vous votre parfum en voyage ?).

Il semblerait aussi que lorsqu'on perd l'odorat, on perd ses repères, son équilibre physique, une part de la mémoire, plus de capacités physiques que lors de la perte d'autres sens.

En tout cas, le mystère demeure.

Et là où il y a mystère, il y a anguille sous roche...

S'il est le premier contact avec un monde inconnu, que faire avec ce sens si peu maîtrisé et maîtrisable dans nos pratiques pédagogiques ???

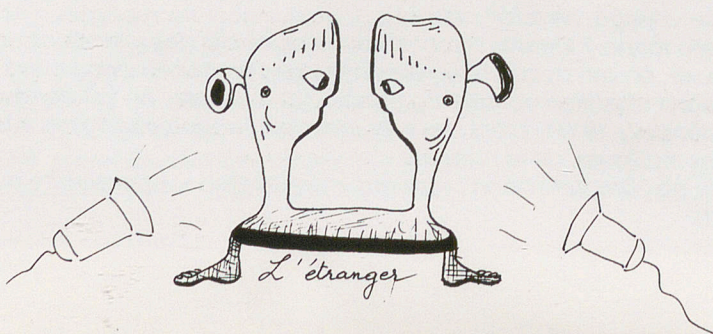
Il est bien difficile, voire impossible de travailler en amont sur les représentations (re-PRESENT-actions) olfactives (présent = aussi cadeau : l'or, l'encens et la myrrhe... une piste ?)

Au Japon, lorsqu'on veut mettre fin à un cycle de cadeaux aux valeurs de plus en plus élevées entre deux partis, on offre une odeur, celle d'un vieux kimono parfumé que l'on rend après l'avoir humé...

Sens de la naissance, donc sens de la mort ?

(1) Clémence
Philippe est permanente à
l'IFAD Paillade de
Peuple et Culture
Languedoc-
Roussillon

■ Clémence PHILIPPE (1) ■

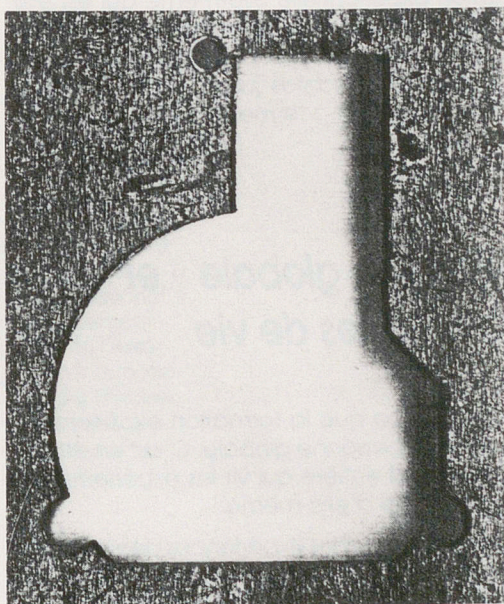


Groupe culturel

Du côté de l'exposition :

Les oeuvres de Léon Diaz Ronda ont été présentées pendant le premier semestre 92 à Tulle et Nantes. Elles continueront leur chemin dès le début de l'automne à Clermont-Ferrand, puis à Annecy, Montpellier et Grenoble.

En 1993, ce sont les travaux de Claire Chevrier - photographies - et Catherine Ravanat - installations - qui suivront le même parcours.



Léon D.

Du côté de l'analyse et de la réflexion :

Après un premier travail portant sur la mise en place de l'exposition, il semble essentiel de tirer parti du projet, à la fois pour approfondir les connaissances des responsables locaux chargés de l'action culturelle, pour ouvrir notre réflexion à toute personne intéressée par un échange et pour confronter nos analyses à celles

d'intervenants extérieurs.

La programmation pour les mois à venir s'articulera donc autour des deux priorités suivantes :

- mise en place d'une formation interne sur la « médiation culturelle », en complément théorique de l'action entreprise, et sur la « réalisation d'un synopsis vidéo », en complément technique ;

- organisation de réunions à thème en soirée (l'évolution des politiques culturelles dans les années 80-90 ; culture et création...), ouvertes à l'ensemble du réseau Peuple et Culture, dans l'esprit de la rencontre animée par Pierre Gaudibert et Pierre Moulinier sur le thème *L'Etat culturel : pour quoi faire ?* qui avait eu lieu en février dernier.



"La formation expérientielle"

La formation expérientielle est la formation qui résulte des expériences que l'homme a dans sa vie privée, sociale ou professionnelle. L'adulte est «formé» par sa situation familiale, ses habitudes de vie, les voyages qu'il fait, les maladies ou accidents qu'il a, ses rencontres amicales, amoureuses, ses activités syndicales ou politiques, le métier qu'il exerce, le type d'entreprise dans lequel il est salarié, la place qu'il occupe dans l'organisation etc... Ces idées ne sont pas nouvelles. Mais elles prennent aujourd'hui une nouvelle actualité comme en témoignent les études, colloques, ouvrages récents qui leur sont consacrés et la dénomination même de formation expérientielle. Car c'est bien d'une véritable formation qu'il s'agit.

Formation instituée et formation expérientielle

La formation des adultes comporte donc deux volets qui sont :

- la formation «instituée», reconnue par les institutions, organisée par elles sous forme de stages, cours, colloques, groupes de travail, etc...
- la formation expérientielle.

L'importance de cette dernière ne saurait être sous-estimée.

D'abord, parce qu'elle existe pour ainsi dire toujours, même si l'adulte n'en est pas toujours conscient. Et aussi parce qu'elle entre en interaction avec la formation instituée :

- en début de formation : l'adulte se présente avec des « acquis expérientiels » ;
- en cours de formation : il confronte la formation qu'il reçoit avec les expériences qu'il vit ;
- en fin de formation : la formation instituée, toujours limitée dans le temps, est ou non relayée par la formation expérientielle qui a la durée pour elle.

Autrement dit, la formation instituée ne peut ignorer, encore moins contredire la formation expérientielle, sous peine de perdre une grande partie de son efficacité et même de sa crédibilité. La formation des adultes est une résultante des deux types de formation.

Avec le développement de la formation instituée des adultes, il apparaît de plus en plus nécessaire d'appréhender cette formation expérientielle, ne serait-ce que parce que les formateurs la rencontrent en permanence et sont donc amenés, bon gré, mal gré, à s'y articuler.

D'ores et déjà, de nombreuses études ont été menées concernant les acquis «expérientiels» dans le but, soit de les reconnaître et dans certains cas même de les créditer (c'est le cas dans certains pays étrangers), soit de les prendre en compte dans le déroulement de formations individualisées.

Mais s'il existe des acquis « expérientiels », c'est qu'il existe, en amont, une formation qui leur donne naissance. C'est donc maintenant la formation expérientielle elle-même qui est étudiée. Or il nous semble que ces études, en introduisant dans le concept de formation l'une des deux composantes jusque-là restée dans l'ombre, devraient à terme le faire évoluer sensiblement.

« Personne globale » et expériences de vie

D'abord parce que la formation expérientielle concerne la personne globale. C'est en effet la personne tout entière qui vit les expériences et non une partie d'elle-même.

Ensuite, parce que les expériences de vie ont des effets formateurs souvent imprévisibles du fait précisément qu'elles ne sont pas organisées à des fins éducatives. Allons même plus loin : elles peuvent avoir, du point de vue du formateur, des effets néfastes ; elles peuvent «mal former», elles peuvent «dé-former». Ceci signifie qu'il peut y avoir contradiction entre la formation instituée et la formation expérientielle. Celle-ci peut détruire ce que celle-là veut édifier.

Construire sa « propre forme »

Mais peut-on évaluer la formation expérientielle avec les mêmes critères que la formation instituée ? Et plus généralement qu'entend-on par formation si l'on fait entrer aussi sous ce terme la formation expérientielle. Il faut probablement élargir son acception habituelle.

En effet, l'adulte ne «se forme» pas uniquement quand il apprend ce qui lui est enseigné : il découvre aussi, par lui-même, ce que les choses, les événements, les hommes lui révèlent au cours de ses expériences. L'adulte ne «se forme» pas uniquement quand il augmente son savoir. Il se forme aussi quand, confronté à des situations problématiques, il fait des choix, prend des risques, décide. En un mot, quand par la manière dont il vit, il construit sa «propre forme».

■ Guy BONVALOT (1) ■

(1) Guy Bonvalot est chargé d'étude à l'AFPA et administrateur de Peuple et Culture national. Il fait également partie de l'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation (voir p. 8).

Le collège des adhérents individuels

En réponse à la volonté de certains adhérents individuels de prendre une part plus active à la vie du mouvement et en droite ligne des priorités fixées lors de la dernière assemblée générale de Peuple et Culture, le Conseil d'administration a souhaité donner au collège des adhérents individuels les moyens d'entreprendre.

Une première rencontre, animée par Guy Bonvalot - adhérent individuel et membre du Conseil d'administration - a eu lieu le 16 juin et a permis de poser les premiers jalons d'un programme d'action pour les mois à venir.

Trois formules de travail semblent se dessiner :

■ des réunions périodiques d'information-discussion sur les orientations et les activités du mouvement, de manière à permettre aux adhérents individuels d'y prendre part ;

■ des débats ouverts au public, animés par des adhérents et nourris par des intervenants extérieurs ;

■ un ou des groupes de recherche-formation permettant une mise en commun des expériences et des idées des adhérents individuels, et pouvant faire appel à des personnes ressources. L'autoformation (2) est l'un des thèmes évoqués pour la constitution de ces groupes (voir ci-contre l'article de Guy Bonvalot sur un thème concordant : "La formation expérientielle").

Une prochaine réunion fixée le mardi 15 septembre de 18 à 21h. devrait permettre la mise au point d'un programme d'action définitif.

■ ■

(2) - Autoformation est ici à prendre non pas dans le sens réduit d'une méthode pédagogique où les personnes en formation apprennent seules grâce à des supports autoformatifs, mais dans le sens général d'une construction de l'individu par lui-même, à partir de ses propres expériences et de sa propre manière d'intégrer les enseignements qu'il tire de ses expériences.

Territoires ruraux - culture - développement

Colloque national organisé par
Peuple et Culture et la Ligue de
l'enseignement,
Tulle, 16 et 17 octobre 1992

territoires ruraux
culture
développement

La confrontation de ces éléments, sur fond de dualisation de la société, fait naître des questions essentielles pour la construction d'une communauté humaine en recherche d'identité et de démocratie.

Alors qu'ils représentent 90% de la surface nationale, les territoires ruraux sont aujourd'hui traversés par les interrogations et les fractures qui affectent la société dans son ensemble. Pour le rural comme pour l'urbain, la citoyenneté, la responsabilité individuelle ou collective des hommes à prendre possession de leur avenir, sont au centre des enjeux du développement et se constituent en grande partie sur des fondements culturels.

A ce titre, les identités, les valeurs et les pratiques culturelles des ruraux, et par extension les procédures qui les mettent en oeuvre, doivent être regardées avec une acuité toute particulière.

Ces problématiques, qui lient dans toute leur complexité développement des territoires et développement culturel, sont au centre de cette rencontre nationale initiée par la Ligue de l'Enseignement et Peuple et Culture, avec le concours du Ministère de la Culture.

Point cardinal des acteurs culturels et des pratiques citoyennes, le monde associatif peut et doit se saisir aujourd'hui avec rigueur de ces questions et interroger l'ensemble des partenaires institutionnels, politiques, artistiques...

Programme

vendredi 16 octobre

9h	Accueil
9h30	Ouverture du colloque
10 h	Intervention d'Edgar Pisani "Culture et développement"
11h	Dialogue : Hélène Mathieu, Edgar Pisani Débat avec le public
12h30	Repas
14h30	Table ronde : "Culture et développement local" Bernard Latarget, Hélène Mathieu, Dominique Marches, Bernadette Bourzai, Eric Andrieu, Claude Meiller
16h30	Intervention de Claude Julien "Culture, démocratie, citoyenneté"
17h	Débat avec le public
18h	Recentrage et liens avec les débats du lendemain, René Rizzardo
19h30	Buffet
21h	Spectacle

samedi 17 octobre

9h30	Intervention de Jean-François Chosson "Associations et développement culturel... 50 ans d'histoire pour demain"
10h	Débat avec le public
10h30	Table ronde "Culture commune, culture identitaire" Yves Pillet, Eric Favey, J.-F. Chosson, Michel Duvignaud, Jany Rouger, Robert Bistolfi*, Imre Marton*, Bernard Lubat*
12h30	Repas
14h	Intervention de Michel Morineau "La médiation culturelle"
14h30	Débat avec le public
15h45	Table ronde : "Les rendez-vous sensibles" Jean-Pierre Léonardi*, Jean-Pierre Angibaud, Jean-François Prigent, Henri Cueco, Daniel Nouaille, Jean- Pierre Walther, Franck Lepage
17h30	Synthèse des débats
18h	Clôture

* sous réserve



Finalités, stratégies et fondements de l'action internationale

L'implication de Peuple et Culture dans le domaine de «l'international» n'est certes plus à démontrer. Associé à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse dès sa création, multipliant les échanges au sein de l'Europe, cherchant à développer des relations au-delà des frontières communautaires, à l'Est comme au Sud, notre mouvement flirte depuis longtemps avec le pluriel de son nom.

Mais à l'heure où les relations internationales se posent à la fois comme une évidence et une exigence dans tous les domaines, économique, politique et culturel, où l'organisation et l'animation de voyages d'étude s'imposent progressivement comme un véritable secteur professionnel, largement investi par les associations d'éducation populaire, le risque est réel de voir l'inscription militante des premiers jours se diluer pour laisser place à l'occupation stratégique d'un créneau porteur.

Le trait est un peu forcé, sans doute, et pourtant on ne saurait nier le fait que la réflexion politique et collective sur notre action internationale s'est amenuisée au fur et à mesure que la thématique de l'Europe et le "spectacle" de la Guerre du Golfe envahissaient les médias, au fur et à mesure aussi que nos échanges se faisaient plus nombreux et se banalisaient en quelque sorte, au point d'être ouvertement inscrits dans des stratégies de formation.

Cette Université d'été 92 - un été qui ne pouvait être qu'indien - se propose d'inverser la tendance et d'empêcher qu'un éventuel hiatus se creuse entre les penseurs de l'international, d'une part, et les praticiens du voyage, de l'autre. Elle cherchera donc à interroger le pourquoi et le comment d'une action d'éducation populaire dans le contexte international d'aujourd'hui.

Philosophie de la démarche

Contrairement à la démarche qui avait été adoptée en 1990 et 1991, la succession des moments de travail devra permettre le passage d'une réflexion plus générale et plus théorique sur les données politiques, géopolitiques, sociales et culturelles des relations internationales, à une analyse des pratiques qui sont les nôtres dans ce domaine.

Le programme de ces journées se partage ainsi entre l'appréhension d'un certain nombre de concepts fondamentaux, l'élaboration progressive d'une réflexion stratégique sur les échanges internationaux, et la confrontation de ces divers éléments à la réalité des pratiques, aussi bien celles de Peuple et Culture que celles d'autres structures. Il veille aussi à faire alterner conférences et tables rondes, séances en ateliers et moments plus "expérientiels", conçus sur le mode des récits à la première personne ou du théâtre institutionnel.

Contenus

Même si l'actualité économique et politique nous y renvoie sans cesse, la question des relations internationales ne se limite pas à la seule perspective des échanges commerciaux, pas plus qu'elle ne saurait se résumer à une partie de jeu d'échecs, plus ou moins sanglante, entre services diplomatiques, entre communautés minoritaires et majorités au pouvoir, ou entre Etats.

A la difficulté et aux enjeux des rapports institués entre peuples, entre cultures et entre pays, correspondent inmanquablement la complexité et la richesse des rencontres interculturelles, qu'elles soient vécues par un individu ou par un groupe, sans quitter le cœur de sa cité ou en parcourant des milliers de kilomètres.

Toute la première partie de l'université (matinée du vendredi 23 octobre) sera donc consacrée à cette vaste problématique de l'interculturel abordée à partir des notions d'identité et d'altérité. Celles-ci seront ensuite explorées en ateliers à travers les questions des mythes et

»»

➤ représentations, des enjeux psychologiques et culturels de la rencontre individuelle avec l'autre, avec l'étrange et l'étranger, et des conséquences de la cohabitation de plusieurs cultures dans un même lieu de vie.

L'examen d'autres pratiques et des conceptions qui les sous-tendent permettra d'illustrer plus avant cette problématique. Il s'agira là de comparer notre conception des échanges internationaux aux discours et aux actions d'autres organismes tels que :

■ l'Adels et le travail de formation/sensibilisation à la démocratie locale qu'elle a entrepris en direction d'élus ou de cadres territoriaux des pays baltes, de la Russie et de la Pologne ;

■ une entreprise de « packaging interculturel » spécialisée dans la préparation à la négociation ou à la coopération internationale (« la culture japonaise en 10 leçons ») ;

■ une organisation spécialisée dans la conception de séjours dits de « tourisme intelligent » à l'étranger, tels ces voyages de rencontre avec les Touaregs, où l'on "partage" pendant une dizaine de jours la vie des nomades.

La matinée du samedi 24 octobre sera consacrée à une approche plus institutionnelle et géopolitique. A partir des concepts d'Etat, de nation et de citoyenneté, elle cherchera à élucider la façon dont l'organisation étatique, l'identité nationale et l'appartenance à une communauté culturelle, ethnique ou religieuse, se conjuguent et se confrontent parfois. Seront ainsi mis en parallèle le scénario français, la construction d'une union européenne, l'éclatement des pays de l'Est, l'exemple de l'Islam et des Etats d'Afrique noire.

Munis de ces outils théoriques, de ces repères politiques et géopolitiques, les participants seront alors invités à débattre en petits groupes des finalités, des stratégies d'échanges et des conceptions du voyage qui sont ou pourraient être celles d'un mouvement comme Peuple et Culture aujourd'hui dans le cadre de l'Europe communautaire, des échanges avec l'Est, des rapports Nord/Sud.

Et pour ne pas s'enfermer dans un point de vue trop étroitement franco-français, plusieurs partenaires étrangers de Peuple et Culture seront là et témoigneront de la façon dont ils perçoivent et conçoivent ces échanges.

L'après-midi, les mêmes groupes se réuniront à nouveau, pour explorer plus avant les perspectives esquissées, puis pour les confronter à l'épreuve du terrain : ce sera l'occasion pour les acteurs des échanges internationaux au sein de nos associations de faire toucher du doigt les contraintes et les choix, pédagogiques notamment, qui sont les leurs, dans la préparation et l'animation d'un voyage :

■ le choix des publics, des thèmes et des pays ;

■ le partenariat : avec des institutions (OFAJ, CEE...) ; avec des organisations étrangères ;

■ la pédagogie d'accompagnement.

Enfin, la séance de synthèse du dimanche matin reprendra en plénière les éléments essentiels des deux journées précédentes en installant le débat autour de quelques dimensions clés de l'action internationale à Peuple et Culture.

■ Corinne BAUDELLOT (1) ■

Programme

jeudi 22 octobre

- 14h30 Accueil des premiers participants
Activités sportives et de détente pour se mettre en tête et en jambes
Expo : "l'International en images et en chiffres"
19h30 Dîner
21h Soirée (multi)culturelle

vendredi 23 octobre

- 9h30 Ouverture - Présentation du parcours proposé
10h Conférence : "Identité - altérité"
11h30 Ateliers :
■ Mythes et représentations
■ L'interculturel au quotidien
■ L'individu et sa rencontre avec l'autre
13h Déjeuner
14h30 Poursuite des ateliers du matin
16h Echanges entre ateliers
17h15 Confrontation à d'autres pratiques (en ateliers)
18h45 Relaxation - déambulation
19h45 Dîner
21h15 Récits de voyage et récits de vie

samedi 24 octobre

- 9h30 "Etat, nation, citoyenneté" : scénario français et perspectives internationales, table ronde
11h30 Ateliers : Quelles finalités, et stratégies d'échange, quelles conceptions du voyage pour Peuple et Culture ?
13h Déjeuner
14h Poursuite des ateliers du matin
15h30 Ateliers : les stratégies à l'épreuve du terrain - approches pédagogiques/ partenariats/thèmes et publics
18h30 Relaxation - déambulation
19h30 Dîner
21h Théâtre-forum (Arc-en-ciel théâtre)

dimanche 25 octobre

- 10h Synthèse et conclusions
13h Déjeuner
Départ des participants

(1) Ce texte a été écrit à partir des travaux de réflexion menés par le "groupe de pilotage" de l'Université d'été composé des personnes suivantes : Catherine Ballin (Languedoc-Roussillon), Corinne Baudelot (National), Catherine Beaumont (National), Joëlle Cleret (Puy de Dôme), Hélène Démaret (Puy de Dôme), Jean-Luc Menu (National), René Monségur (National/Languedoc-Roussillon).



Photo Jean-Louis Saiz.

L'avortement en Pologne

**Modercy o czerwonych
rekach (1)**

**Kobieta ma prawo
decydować o swoim
bazuchu (2)***

La Pologne connaît aujourd'hui une intense activité sociale sur la question de l'avortement. Déjà, sous le gouvernement de M. Rakowski, premier ministre du Général Jaruzelski, à l'initiative de membres du groupe parlementaire PAX et de PZKS (3), un projet de loi (4) contre l'avortement s'élaborait. Oublié sous le gouvernement de Mazowiecki, ce projet est aujourd'hui au centre de la vie sociale polonaise et il en constitue un enjeu primordial.

Pour comprendre cet enjeu, il faut cependant faire un détour dans la société polonaise et un rapide rappel historique.

Quatre éléments sont, d'abord, à prendre en compte pour une meilleure compréhension :

■ Le débat n'est pas médical mais idéologique. Ce ne sont pas les médecins qui débattent de l'avortement mais les groupes parlementaires et les partis politiques dont les deux pôles opposés sont le ZCHN (Rassemblement chrétien-national) et le SDRP (Social-Démocratie de la République polonaise, ex-POUP, Parti ouvrier unifié polonais).

■ Le point de vue éthique tel qu'on le rencontre aujourd'hui en France n'existe pas en Pologne, car le citoyen n'a pas encore conscience de ses possibilités et devoirs dans une société démocratique. Que ce soit pour créer une activité économique ou pour les campagnes électorales, ou encore pour les débats de société, l'éthique est absente. L'église « martelle » donc l'éthique religieuse comme seul principe spirituel pour amener à la disparition de « l'éthique

matérialiste ». Les éléments philosophiques sont donc simplifiés à une alternative : la philosophie communiste ou la spiritualité catholique.

■ Le projet de loi en discussion ne fait pas qu'interdire l'avortement, mais propose de criminaliser le médecin (et/ou la femme selon la version), ce qui naturellement change de nature le type de condamnation et les peines encourues.

■ L'opinion française, généralement, n'a pas conscience de la « pruderie » des régimes communistes concernant la sexualité : absence de planning familial, de cours dans les écoles, pas d'éducation ni d'ouvrages d'informations sexuelles ; prohibition de la pornographie et des sex-shops, etc... Les Polonais ont vécu dans une société de tabous officiels.

Les quatre éléments énoncés situent le contexte. Mais quelle est l'histoire de l'avortement en Pologne ?

La première loi autorisant l'avortement date de 1956 et régit encore aujourd'hui l'interruption de grossesse. Pour la première fois, un cadre juridique est proposé, profitant de la libération post-stalinienne et de l'arrivée au pouvoir de Gomulka après les mouvements sociaux de juin et octobre (l'octobre polonais). Ainsi une femme polonaise peut demander l'IVG de manière exceptionnelle (en cas de viol, d'inceste, en cas de danger pour la santé de la mère, si les conditions de vie de la famille peuvent être mises en péril par un enfant supplémentaire).

Une commission, composée au moins d'un médecin et d'un assistant social, est habilitée à autoriser l'avortement. L'avortement est gratuit, s'il est autorisé, et se pratique dans un hôpital d'Etat. Cette loi fut appliquée de manière libérale et l'avortement a été, en fait, plutôt facile en Pologne.

** Dans leur titre, les auteurs mettent d'emblée en évidence les clivages qui existent dans la société polonaise sur la question de l'avortement. S'ils soulignent le poids considérable de l'Eglise polonaise dans la lutte anti-avortement (et son influence sur les décideurs politiques), ils perçoivent, dans la réaction de l'opinion publique, un désir de tolérance indispensable à l'établissement d'une société réellement démocratique...*

(1) Les assassins aux mains sales.

(2) La femme est libre de son ventre.

Slogans polonais des deux forces en présence dans le débat actuel sur la nouvelle loi sur l'avortement présentée aux parlementaires.

(3) PZKS : Union polonaise catholique et sociale.

(4) Ce texte a été écrit en novembre 1991. A l'heure où nous le publions, le projet de loi est toujours bloqué au parlement.

Cependant, deux éléments font que de très nombreux avortements sont pratiqués dans des cabinets privés au prix fort : d'une part, la défiance (surtout des milieux intellectuels) envers les moyens sanitaires des hôpitaux publics, d'autre part, le caractère trop officiel du passage devant une commission dans une société catholique (réactions de la famille, des voisins, des amis).

La Pologne a donné un pape à l'église

Pour bien comprendre l'état du débat polonais, il faut signaler le travail en cours sur deux autres projets de loi : l'un contre la vente des moyens contraceptifs, l'autre pour limiter les possibilités juridiques de divorce.

Enfin, il faut garder à l'esprit l'importance de l'église polonaise : pilier de la lutte contre le régime communiste et bastion de la croisade de rechristianisation de l'Europe ! La Pologne a donné un Pape à l'église. Les vocations sont nombreuses, les séminaires exigus...

Cependant, l'influence de l'église devient de jour en jour plus importante, y compris sur les médecins. Ainsi, certains médecins privés refusent aujourd'hui de pratiquer l'avortement. D'autres refusent officiellement mais le pratiquent de nuit à un prix très élevé (au minimum 2 millions de zlotys, soit plus d'un mois d'un salaire moyen).

Certains d'entre eux ont trouvé un matin une croix à la peinture rouge sur leur porte d'entrée ou sur la bordure du trottoir devant leur maison, jetant ainsi l'opprobre sur eux, comme à Varsovie et Lublin. De même, certains pharmaciens sont soumis à des pressions diverses (visites de groupes, vitrines brisées), afin qu'ils ne vendent plus de produits contraceptifs !

Cependant, si la majeure partie de l'église, y compris ses cadres (prêtres, moines), milite directement pour la criminalisation de l'avortement, une autre partie des chrétiens et des prêtres est en désaccord passif avec la hiérarchie ecclésiastique et cette loi.

Des chiffres !

Les forces en présence annoncent pour les uns : 50 000 avortements par an, pour les autres : 250 000. Mais aucune statistique ne peut être retenue pour fiable : les chiffres du Ministère ne comprennent pas les avortements en cabinets privés ; les opposants à l'avortement gonflent les chiffres à volonté et les nombres les plus fous circulent.

Philosophia Vitalis

Le discours d'aujourd'hui sur l'avortement en Pologne n'est pas différent de celui qui s'entend ailleurs : mêmes formules idéologiques en Europe, en Asie ou en Amérique. Une diversification des partis pris ne s'opère pas en relation avec les distances géographiques mais au niveau des idéologies.

Les éléments du débat à Varsovie et dans les autres villes polonaises se composent de manière complexe et parfois inattendue. Il faut, par exemple, se rappeler le premier projet de loi contre l'avortement proposé en 1989, à l'époque de «l'ancien régime» (du temps du président Wojciek Jaruzelski), par un club parlementaire catholique (déjà cité précédemment). Les militants de ce club, dont l'existence était acceptée par le régime communiste, cherchaient à l'évidence une crédibilité par rapport aux changements politiques importants. La fameuse Table ronde polonaise - qui correspond à l'acceptation officielle de «Solidarnosc» et de l'opposition politique en Pologne en 1989 - a permis une victoire de cette opposition au cours des élections au parlement et aux conseils municipaux. Une partie de ces changements a été facilitée par la position de l'église catholique polonaise. Son rôle politique est devenu prépondérant en 1990 et il n'est donc pas étonnant que la religion ait été officiellement introduite dans les écoles publiques et que le Sénat ait repris, en outre, le discours anti-abortiste. D'après ce nouveau projet de loi proposé par le Sénat, l'avortement serait absolument interdit et cette interdiction ferait encourir plusieurs années de prison, à la fois aux médecins et à la femme qui décide d'avorter.

>>>

» La société polonaise s'est alors partagée en deux, tant dans les journaux que dans les familles, avec, d'un côté «les assassins des enfants», et de l'autre «les criminalisateurs de l'avortement». Il est clair qu'une discussion réelle entre les défenseurs de la «vie des enfants» et ceux des «droits des citoyens» ne peut s'instaurer.

D'après les données statistiques (5), plus des trois quarts de la société sont en désaccord avec la peine de prison prévue pour le médecin en cas d'avortement. Par contre, plus de 80 % des lettres envoyées au Parlement concernant l'avortement soutiennent le projet du Sénat.

Mais chacun sait bien que l'église a organisé la collecte des signatures et la rédaction des lettres, non seulement pendant des messes, mais aussi dans les écoles et dans les entreprises.

Le mouvement contre la criminalisation de l'avortement

Les discussions de la Diète en 1990 et 1991 ont toujours été accompagnées par des manifestations des partisans et des adversaires du projet du Sénat. Les associations anti-abortistes sont peu nombreuses mais en lien avec les structures du pouvoir d'Etat et les organismes catholiques. «Pro-FAMILIA» ou les «Comités de la Défense des Droits des Enfants» disposent des locaux des clubs parlementaires catholiques et des partis chrétiens. D'autre part, parmi la multitude des organismes en lutte contre la criminalisation de l'avortement, il y a peu de grandes structures, malgré l'importance de l'Union démocratique des Femmes et de «PRO-FEMINA». A vrai dire, le mouvement contre la criminalisation de l'avortement est soutenu seulement par des partis radicaux de gauche, la Social-Démocratie de la République polonaise (ancien POUP, parti gouvernant de l'ancien régime), et par quelques intellectuels sans attaches.

(5) Centre de Recherche sur l'Opinion publique (CBOS), Varsovie, avril-juin 1991.
(6) Voir note 4 p. 27.

Cet article est paru dans la "Lettre du syndicat de la médecine générale", Paris, 1992.

L'Union démocratique (parti de Tadeusz Mazowiecki, ancien premier ministre du premier gouvernement de «Solidarnosc», de Bronislaw Geremek et de Jacek Kuron) reste ambiguë sur cette question de l'avortement.

Dans les premières lignes de cet article, nous disions de l'avortement qu'il constituait un enjeu central de la vie sociale polonaise aujourd'hui. En effet, de l'affrontement des forces en présence, naît plus ou moins la prise de conscience de la force possible d'une opinion publique polonaise ; s'affirme plus ou moins le refus des idéologies ; se développe plus ou moins la conscience d'une tolérance indispensable pour une société réellement démocratique. Nous devons donc suivre avec attention ce qu'il adviendra dans les prochains mois de ce projet de loi (6).

■ Christian LAMY ■

Peuple et Culture

■ Mariusz WYZYCKI ■

Institut de Philosophie, Université de Wrocław

Penser l'exclusion pour mieux la combattre :

un projet militant pour Peuple et Culture Loire Atlantique

Le phénomène d'exclusion, sous les différentes manifestations qu'il revêt aujourd'hui dans notre société, et plus largement dans le monde contemporain, constitue l'obstacle majeur aux conditions élémentaires d'expression d'une réelle citoyenneté. C'est à partir de ce constat, somme toute élémentaire, que Peuple et Culture Loire Atlantique a souhaité engager une réflexion, parce que celle-ci s'inscrit dans la démarche logique d'un mouvement d'éducation populaire, et peut-être plus particulièrement de Peuple et Culture. Il ne s'agit plus aujourd'hui de militer pour « l'accès de tous au savoir, comme condition élémentaire d'accès au pouvoir », mais de prendre en compte différentes formes d'exclusion.

Non pas une, mais des exclusions

Il ne s'agit pas davantage d'engager une réflexion sur l'aspect trop générique et réducteur de « l'exclusion sociale » puisque la notion d'exclusion se manifeste sous des formes beaucoup plus fondamentales qu'on peut classer comme suit :

- exclusion par la culture (ethnie ou minorité culturelle rejetée) ou le savoir ;
- exclusion par la santé (et toutes les formes de handicap physique) ;
- exclusion par l'économie (situation d'assisté).

Ces différentes formes d'exclusion peuvent être à la fois transmissives et cumulatives...

Autre constat : l'exclusion économique est souvent la résultante et la traduction flagrante des autres formes d'exclusion. La reconnaissance sociale d'abord et l'intégration à la société ne passent-elles pas par l'accès à un travail rémunéré ?

Contre le fatalisme économique, allier recherche et engagement militant

Aucun système socio-politique ou économique, aucune forme de société n'apporte aujourd'hui à ces questions fondamentales de réponse satisfaisante. Au contraire, les différents systèmes économiques et politiques semblent produire et conforter l'exclusion : une sorte de logique implacable, une sorte de fatalité ou de processus irréversible lié à un mode de développement qui ne peut que s'affirmer en produisant des inégalités.

Sur ces thèmes, des chercheurs, des intellectuels de disciplines différentes produisent des analyses, des études, des discours : un fonds documentaire sans doute insuffisamment exploité et évidemment disponible, comme peuvent l'être les auteurs de ces ouvrages.

Sur ces thèmes, des militants de toutes tendances, de différents mouvements, se battent et parfois s'essoufflent en incantations généreuses, en condamnations sommaires et donc inopérantes. Même si la démarche s'avère ambitieuse et d'une certaine façon utopique, ne peut-on pas concevoir que se rencontrent, d'une part, des analyses rationnelles et scientifiques et, d'autre part, des démarches militantes qui se réfèrent à des systèmes de valeurs, à des notions de sens. C'est sur ce pari que Peuple et Culture 44 souhaite se mobiliser, en y associant de façon ouverte et non fédérative celles et ceux que cette notion de sens préoccupe, en les invitant à une confrontation concrète, réaliste et accessible, productrice de changement. C'est pas là-même s'attaquer, il est vrai, à différentes formes de conservatisme, d'acceptation de normes et d'ordre établis. N'est-ce pas, plus qu'hier encore, la mission première d'un mouvement d'éducation populaire tel que Peuple et Culture ?

(1) Maurice Lefeuvre est membre du Conseil d'administration de Peuple et Culture Loire Atlantique et directeur de la société "Home Atlantique" (logement social).

■ Maurice LEFEUVRE (1) ■

peuple et culture
108 - 110 rue saint maur 75011 paris
☎ (1) 43 38 49 00

peuple et culture

de

lettre

la

■ Le numéro 6 de la Lettre de
Peuple et Culture a été tiré en
1 500 exemplaires.
Conception et réalisation :
Catherine Beaumont ■

■ Ont contribué à la rédaction
de ce numéro :
Corinne Baudelot,
Catherine Beaumont,
Guy Bonvalot,
Jean-François Chosson,
Alain Faure, Christian Lamy,
Maurice Lefeuve,
Jean Le Monnier,
Jean-Luc Menu,
Clémence Philippe,
Andy Smith,
Manée Teyssandier,
Laure Tougard,
Jean Vassileff,
Mariusz Wyzycki ■

■ Photo couverture :
Jean-Louis Saiz ■